

Déclaration du Bureau national de l'Union syndicale Solidaires

9 septembre 2010

Réunissant une quarantaine de fédérations et syndicats nationaux, le Bureau national de l'Union syndicale Solidaires s'est tenu le 9 septembre et a adopté la déclaration suivante :

L'Union syndicale Solidaires souligne le succès de la journée nationale de grèves et de manifestations du 7 septembre. Salarié-e-s du privé et du public, chômeurs/ses, jeunes, retraité-e-s, ont exprimé leur colère et leur rejet d'un projet de loi injuste, inefficace, aggravant encore les inégalités.

Le rapport de force créé le 7 permettait une suite rapide, pour faire céder le gouvernement.

Le gouvernement veut imposer un calendrier très serré pour faire passer en force sa contre-réforme. Il met les salariés et les organisations syndicales au défi d'assumer un affrontement social majeur. L'Union syndicale Solidaires considère que les organisations syndicales, ensemble, ont la responsabilité de relever ce défi. Pour cela, la meilleure stratégie aurait été de s'appuyer sur le succès du 7 septembre pour rebondir rapidement et ainsi accélérer la montée en puissance des mobilisations : c'est pourquoi Solidaires a proposé un nouvel appel national à des grèves et manifestations dès le 15 septembre. Une majorité d'organisations syndicales en a décidé autrement. Le Bureau national de l'Union syndicale Solidaires confirme la non-signature, la veille, de la déclaration commune de 6 organisations syndicales.

Pour l'Union syndicale Solidaires, la suite de la puissante journée de grèves et manifestations du 7 septembre ne pouvait être, comme le dit le communiqué des 6 organisations, des « actions dans les départements et circonscriptions » le 15, pour « interpeller les députés » ... qui ce jour-là seront à l'Assemblée nationale pour le vote de la loi.

L'Union syndicale Solidaires réaffirme que les annonces gouvernementales du 8 septembre ne correspondent absolument pas aux enjeux. Nous nous félicitons que toutes les organisations syndicales partagent cette analyse.

L'Union syndicale Solidaires appelle à poursuivre la lutte pour le retrait de ce projet de loi, et pour des améliorations de la protection sociale. **Nous voulons gagner cette bataille pour nos retraites : c'est possible en imposant un autre partage des richesses produites que celui réalisé aujourd'hui.**

Le 15 septembre, à Paris, nous mettrons la pression, directement sur l'Assemblée nationale !

Six organisations syndicales ont décidé de **repousser la prochaine journée nationale de grèves et manifestations au 23 septembre**. Nous regrettons ce refus de « battre le fer quand il est chaud », mais nous en prenons acte et réaffirmons notre volonté de tout faire pour que les salarié-e-s gagnent le bras de fer engagé par le gouvernement. C'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires sera partie prenante de la journée de grèves et de manifestations du 23 septembre.

L'Union syndicale Solidaires appelle à une très forte mobilisation nationale le 23 septembre. Le Bureau national appelle toutes les équipes syndicales à travailler dès maintenant à ce succès.

Un mouvement de grève générale demeure nécessaire pour gagner. Il faut le construire avec les collectifs militants de toutes les organisations qui le souhaitent, avec l'ensemble des salarié-e-s : partout dès maintenant, organisons des réunions publiques, des assemblées générales, pour en discuter la mise en œuvre. Ensemble, nous allons gagner le retrait de ce projet de loi néfaste !